

BRÈVES ÉCONOMIQUES

Pays nordiques

Une publication du SER de Stockholm
N°111 – Semaine du 30 janvier 2026

LE CHIFFRE DE LA QUINZAINE

Recettes totales provenant du tourisme dans les pays nordiques en 2024

39 Mds USD

En 2024, le Danemark est le pays nordique ayant enregistré les recettes touristiques les plus importantes de la région nordique (11,3 Mds USD), suivi par la Suède (10,7 Mds USD). La Norvège enregistre 7,8 Mds USD, tandis que la Finlande atteint 4,2 Mds USD. En Islande, elles se sont élevées à 5 Mds USD.

Source : UN Tourism, 2025, Statistics Iceland

Pays nordiques

North Sea Summit 2026 : neuf ministres de l'Énergie (dont le Danemark, la Norvège et la France) ont signé le 26 janvier à Hambourg une déclaration pour transformer la mer du Nord en principal hub d'énergie propre d'Europe. Alors que les ministres s'étaient déjà fixés en 2023 un objectif de création de 300 GW de capacité éolienne offshore en mer du Nord d'ici 2050, la nouvelle déclaration établit qu'un tiers, soit 100 GW, de cette capacité sera développée grâce à des projets éoliens offshore transfrontaliers. Outre la volonté d'évoluer vers un système énergétique décarboné, cet engagement s'inscrit également dans un agenda d'autonomie stratégique visant à réduire la dépendance vis-à-vis de la Russie et d'autres puissances étrangères.

La Commission européenne ouvre des consultations avant la révision de la politique européenne sur l'Arctique. Dans le cadre de la révision de la politique sur l'Arctique de l'UE, annoncée à l'automne 2025 par Ursula von der Leyen lors de la réunion du Conseil nordique des ministres à Stockholm, des consultations ont été ouvertes et se poursuivront jusqu'au 16 mars 2026. Elles visent à recueillir des contributions concernant la réduction des impacts du changement climatique, le renforcement de la protection de l'environnement, ainsi que les enjeux de sécurité et de coopération internationale dans la zone arctique.

Danemark

Dans la dernière édition de son *Economic Survey*, l'OCDE établit sa prévision de croissance pour l'économie danoise à +2,4% pour 2025.

Dans ce rapport rendu public le 16 janvier dernier, l'OCDE souligne que l'économie danoise repose en grande partie sur la dynamique de l'industrie pharmaceutique, sans laquelle le pays aurait connu une récession en 2022 (-1%) ainsi qu'en 2023 (-1,5%). En 2024, la croissance aurait été réduite de plus de moitié. L'OCDE estime que dans un contexte de faible demande intérieure, la concentration de la croissance, des gains de productivité et des investissements dans un petit nombre de multinationales exportatrices rend le Danemark vulnérable aux chocs sectoriels et à la dégradation des termes du commerce international. Le rapport souligne la faible intégration de cet appareil productif localisé hors des frontières, ce qui limite les effets positifs sur l'emploi et la croissance localement. La production aux Etats-Unis d'une part substantielle des exportations danoises destinées au marché américain réduit toutefois l'exposition des grands groupes aux nouvelles mesures commerciales. Compte-tenu des tensions géopolitiques et commerciales, l'OCDE anticipe une évolution du PIB légèrement ralentie, à +2% en 2026 et +1,8% en 2027, et appelle le Danemark à diversifier les sources de sa croissance.

L'investissement privé danois se concentre de plus en plus sur les plus grandes entreprises.

Selon une étude de *Dansk Industri*, fondée sur les chiffres de l'institut danois de la statistique, le montant des investissements des 20 plus grandes entreprises du pays rapporté au nombre d'employés a augmenté de 4 % par an depuis 2019. Le rythme s'est établi à seulement 0,8 % pour l'ensemble des autres entreprises du pays (390 000). L'étude met en évidence l'incertitude comme le principal obstacle aux décisions d'investissements. Des situations financières dégradées et une

pénurie de main-d'œuvre qualifiée font partie des autres motifs invoqués.

Le gouvernement annonce plusieurs initiatives budgétaires sur les prix alimentaires et la TVA.

Une aide financière sous forme de chèque alimentaire a été annoncée tandis qu'un nouvel accord politique a été conclu, qui prévoit de réduire la TVA sur les produits alimentaires à partir de 2028 pour un coût annuel de 6Md de couronnes danoises (804 M€). Les modalités précises de la réduction de TVA restent à définir : certains partis plaident pour une suppression de la TVA sur les fruits et légumes, tandis que d'autres défendent une baisse généralisée applicable à l'ensemble des produits.

Le gouvernement lance une étude pour déterminer le rôle que pourrait jouer l'énergie nucléaire dans le futur système énergétique danois.

Dans le prolongement du débat parlementaire qui s'était tenu sur le sujet au printemps 2025, le ministre du climat et de l'énergie Lars Aagaard défend une approche technologiquement neutre : le solaire et l'éolien demeureront les piliers du mix énergétique, tandis que les SMR (petits réacteurs modulaires) pourraient, aux côtés de la biomasse, contribuer à la stabilité de l'approvisionnement. Aucun projet de construction n'est envisagé à court terme ; l'objectif de l'analyse est avant tout de préciser les cadres réglementaire, économique et environnemental afin de faciliter l'entrée d'investisseurs privés. Le rapport est attendu pour le deuxième trimestre 2026. Il servira de fondement à un nouveau débat politique.

Dans le cadre du North Sea Summit 2026, le Danemark et l'Allemagne ont conclu un accord sur la répartition des coûts liés à l'île énergétique de Bornholm. Au cours des prochains mois, les ministres

danois et allemand travailleront en étroite collaboration afin de garantir un appel d'offres réussi et compétitif sur l'énergie éolienne offshore liée à l'île énergétique de Bornholm. L'Allemagne financera 70 % du projet éolien proprement dit et le Danemark les 30 % restants. Chaque pays prendra en charge le coût de son raccordement à l'île. Le Danemark a bénéficié pour ce projet d'un soutien européen de 4,8 Md de couronnes danoises obtenus (6 M€). Au cours des 30 prochaines années, il prévoit d'investir environ 42 Md de couronnes danoises (5,6 Md€) dans l'île énergétique de Bornholm, un montant qui comprend le financement de la nouvelle ligne à haute tension vers l'Allemagne et celui des nombreuses éoliennes offshore.

La Fondation Novo Nordisk réalise son investissement le plus important à ce jour, dans le domaine des bio-solutions.

Réalisés sur une période de dix ans, les investissements d'un montant de 5,5 Md de couronnes danoises (737 M€), seront réalisés par l'intermédiaire de la fondation commerciale à but non lucratif BioInnovation Institute, qui, depuis 2018, reçoit des fonds de la Fondation Novo Nordisk afin de renforcer les opportunités de financement pour les entreprises de biotechnologie et de sciences de la vie implantées ou ayant des filiales au Danemark. Par cet engagement financier, le directeur général de la fondation Novo, Mads Krogsgaard Thomsen, indique vouloir soutenir l'avenir du secteur en Europe en répondant au manque de financements auquel sont confrontées les entreprises innovantes.

La plus grande entreprise informatique privée du Danemark, Systematic, remporte un important contrat avec l'armée française.

La France a choisi le système de commandement et de contrôle *Sitaware*, permettant une vision en temps réel des forces alliées et ennemies sur le champ de bataille. Bien que le montant du contrat reste confidentiel, *Systematic* indique qu'il s'élèvera à plusieurs millions d'euros et ouvre

la voie à de futures coopérations avec les forces françaises. Cette commande s'inscrit dans le contexte d'une hausse de près de 40% du chiffre d'affaires de *Systematic* en 2024 et 2025.

TotalEnergies remporte une nouvelle licence d'exploration et de stockage éventuel de CO2 au Danemark.

Cette autorisation a été octroyée à un consortium composé de TotalEnergies, du fonds public Nordsøfonden (20%) et du groupe japonais Mitsui (15%) dans le cadre d'un appel d'offres portant sur l'exploration et l'utilisation du sous-sol pour le stockage géologique de CO2 dans trois zones côtières délimitées en mer du Nord. Le champ Inez constituera la deuxième phase du projet Bifrost de TotalEnergies et pourrait atteindre une capacité de stockage de 10 millions de tonnes de CO2 par an, selon le groupe français. Le champ Inez ne sera pas opérationnel avant 2035. Au total, huit autorisations d'exploration pour le stockage de CO2 ont désormais été accordées au Danemark, dont quatre en mer et quatre sur terre. L'Agence danoise de l'énergie n'a reçu aucune offre pour les deux autres zones du dernier appel d'offres, Lisa et Jammerbugt.

Finlande

Le Conseil de l'UE a approuvé la recommandation de procédure de déficit excessif à l'encontre de la Finlande. Le déficit public de la Finlande, de 4,4 % du PIB en 2024, est prévu à 4,3% en 2025, dépassant encore la limite de 3% prévu par le Pacte de stabilité et de croissance européen. Le Conseil recommande que la Finlande ajuste ses finances publiques et mette fin au déficit excessif d'ici 2028.

La confiance des consommateurs en baisse. Selon *Statistics Finland*, l'indicateur de confiance des consommateurs était de -8,7 en janvier 2026 contre -7,3 en décembre 2025 et -6,5 en novembre 2025. Les consommateurs se disent particulièrement inquiets par le chômage. Plus de la moitié (56 %) des consommateurs s'attendent à une hausse du chômage et seuls 17 % prévoient une baisse au cours de 2026.

L'épargne record des ménages finlandais en novembre 2025. Les dépôts bancaires des ménages finlandais totalisaient 115,7 Md€ à la fin novembre 2025, le montant le plus élevé jamais enregistré. Ce montant est en augmentation de 4,3 % par rapport à novembre 2024. Les ménages ont augmenté leurs dépôts, malgré les taux d'intérêt qui ont diminué en moyenne de 0,49 point de pourcentage.

Fin du monopole d'Etat sur les jeux d'argent à partir du 1^{er} juillet 2027. Le président Alexander Stubb a signé la loi sur les jeux d'argent le 16 janvier. Conformément à celle-ci, les paris sportifs et les jeux en ligne (machines à sous, jeux de casino et bingo) seront ouverts à la concurrence sous réserve d'obtention d'une licence. La société d'Etat *Veikkaus Oy* conservera l'exclusivité des jeux de loterie, des jeux à gratter, des machines à sous et des jeux de casino physiques.

L'agence finlandaise de sécurité sociale (Kela) accorde des crédits aux assurés sociaux les plus démunis pour payer la franchise annuelle des frais médicaux. *Kela* a lancé un projet pilote : le « prêt médicaments » sans intérêt, réservé aux personnes à faibles revenus pour couvrir la franchise annuelle (636 € en 2026) des médicaments remboursés par l'agence. Le prêt doit être remboursé dans les 12 mois qui suivent. Il permet d'étaler le paiement de la franchise annuelle sur plusieurs mois pour des personnes qui devraient autrement la payer en une seule fois ou au cours d'un seul mois. Il s'agit d'un projet pilote sur trois ans qui a débuté le 27 octobre 2025.

L'entreprise finlandaise d'acier inoxydable Outokumpu et le norvégien Norsk e-Fuel s'associent pour la future production de carburant d'aviation durable. Les entreprises ont signé un protocole d'accord en la matière début janvier 2026. Le monoxyde de carbone provenant de la production de ferrochrome par *Outokumpu* sera combiné avec de l'hydrogène vert pour produire jusqu'au 100 000 tonnes d'eSAF. *Norsk e-Fuel* mènera une étude de faisabilité courant 2026. La décision d'investissement (1,5 Md€) est attendu en 2028 et la construction en 2032.

L'agence publique de financement Finnvera financera bientôt des investissements agricoles et des changements de propriété. Suite à la modification de la législation concernant *Finnvera*, les restrictions sectorielles seront levées le 1er mai 2026. L'agence pourra financer des projets agricoles visant la croissance du secteur alimentaire, l'amélioration de la compétitivité des entreprises et l'augmentation des exportations alimentaires. *Finnvera* se portera garante des prêts bancaires dans la majorité des cas.

Islande

Hausse du taux de chômage, qui atteint 4,2 % de la population active en décembre 2025.

Selon les chiffres de l'Institut islandais des statistiques, le taux de chômage était de 4,2 % de la population active au mois de décembre 2025, pour 225 100 personnes en emploi dans le pays. Ce chiffre est supérieur de 0,6 point de pourcentage à celui du mois de décembre 2024 et confirme la tendance à la hausse du chômage, qui était de 3,4 % en moyenne pour 2023 et 2024 contre 4,4 % en moyenne pour l'année 2025.

Possible fusion des fonds de pension Birta et LIVE.

Les fonds de pension *LIVE* (*Lífeyrissjóður verzlunarmanna*) et *Birta* ont annoncé le 27 janvier 2026 par communiqué de presse leur intention conjointe d'entamer des négociations préliminaires en vue d'une possible fusion des deux entités. Ces deux fonds généralistes sont respectivement les premier et quatrième fonds de pension islandais en termes d'actifs nets. Les négociations viseront à évaluer l'intérêt d'une fusion en matière de coûts de fonctionnement et de capacité d'investissement, et pourraient ensuite entraîner un processus de négociation formelle.

Augmentation annuelle de 4 % des volume islandais de pêche.

L'Islande a pêché 1 032 164 tonnes de poissons en 2025, un chiffre 4 % plus élevé qu'en 2024. Les espèces démersales telles que le cabillaud et l'aiglefin représentent 40 % du volume total de pêche, un chiffre similaire à celui de 2024. Les pêche d'espèces pélagiques (du milieu de la colonne d'eau) connaissent quant à elles une augmentation annuelle de 8 %, notamment dues à des quotas de pêche plus importants pour le maquereau et le hareng. Les années 2024 et 2025 ont été marquées par des volumes quasi-nuls de pêche au capelan, l'état du stock n'ayant pas permis l'émission de quotas favorables. Les observations préliminaires de l'Institut maritime islandais

laissent toutefois présager que des quotas plus importants de pêche au capelan pourraient être émis en 2026.

L'ancien Premier ministre Bjarni Benediktsson prend les rênes du syndicat du patronat.

L'ancien Premier ministre, ministre des Finances et ministre des Affaires étrangères Bjarni Benediktsson a été nommé à la tête de S.A., la confédération islandaise des entreprises. Il prendra ses nouvelles fonctions en mars 2026 et succèdera à Sigríður Margrét Oddsdóttir, nommée à la tête du groupe *Blue Lagoon*. Interrogé sur ses futures priorités à la tête de S.A., Bjarni Benediktsson a notamment mentionné les défis liés à l'inflation (4,2 % en décembre 2025) et aux augmentations salariales, alors que les accords collectifs signés en 2024 prévoient une renégociation anticipée si l'inflation annuelle était supérieure à 4,7 % en août 2026.

La capitalisation boursière d'Amaroq dépasse les 100 Mds ISK (689 M€).

Le cours des actions de l'entreprise minière *Amaroq* a doublé sur les six derniers mois, entraînant le franchissement le 23 janvier 2026 de la barre des 100 Mds ISK de capitalisation boursière. *Amaroq* est une société minière créée par des Islandais et active au Groenland, où elle exploite plusieurs mines d'or. L'entreprise est cotée en bourse en Islande, au Royaume-Uni et au Canada. Elle affiche des résultats très positifs sur les derniers mois, dans le sillage de la hausse globale du cours de l'or, de bons résultats d'exploitation, ainsi que d'un intérêt des investisseurs étrangers pour les activités groenlandaises.

Norvège

Baisse de la confiance des Norvégiens dans l'OTAN pour défendre la Norvège.

Les menaces sur le Groenland et les échanges tendus entre le Premier ministre Støre et le Président Trump, notamment sur la question de l'attribution du prix Nobel de la paix, ont entraîné une chute de la confiance publique norvégienne dans la capacité de l'OTAN à aider la Norvège. Le niveau de confiance a chuté à 55%, contre 79% il y a deux ans.

Délégation du Storting aux Etats-Unis pour promouvoir la relation transatlantique.

La commission des affaires étrangères et de la défense du Storting s'est rendue cette semaine à Washington DC et en Californie afin de promouvoir la coopération transatlantique. « *Ce n'est pas ainsi qu'un président américain devrait se comporter envers ses plus proches alliés* », a déclaré la présidente de la commission, Ine Eriksen Søreide.

Craintes des Norvégiens sur le Svalbard.

Les menaces américaines contre le Groenland inquiètent les Norvégiens pour l'avenir de l'archipel du Svalbard. A Longyearbyen, les pouvoirs publics redoutent qu'une initiative américaine au Groenland donne des idées à la Russie. « *Le Svalbard est tout autant norvégien que les comtés de l'Agder, du Trøndelag et du Finnmark* », a indiqué le ministère des affaires étrangères, après l'encouragement du président croate à préférer le Svalbard au Groenland pour des raisons stratégiques. Le gouvernement a rejeté la proposition du Parti chrétien-populaire visant à augmenter la présence et les stocks militaires américains au Svalbard, afin de montrer que « *la Norvège assume davantage de responsabilités dans les régions nordiques que le Danemark* ».

Relance du débat sur une adhésion de la Norvège à l'UE.

Le ministre des affaires étrangères Espen Barth Eide s'est dit favorable, le 19 janvier, à une

« *discussion libre et sans préjugés sur l'UE, dans ce contexte dramatique* ». Le Parti libéral a réitéré sa position en faveur d'une adhésion de la Norvège à l'UE. Le Parti du centre estime que faire partie de l'UE n'a pas empêché le Danemark d'être en difficulté sur la question groenlandaise. La présidente du Parti de progrès, Sylvi Listhaug, s'est réjouie que la Norvège ait pris la défense du Groenland, mais estime que le moment n'est pas opportun pour un débat sur l'UE. La confédération syndicale du pays (LO) s'y oppose également, réaffirmant son attachement à l'accord EEE. L'organisation patronale *Norsk industri* propose une solution pour garantir les intérêts industriels norvégiens tout en épargnant les agriculteurs et les pêcheurs : négocier une union douanière entre la Norvège et l'UE qui ne concernerait que les biens et services qui circulent déjà librement au sein de l'EEE.

Le Fonds souverain invité à se préparer à l'instabilité géopolitique.

Le Conseil d'experts du Fonds souverain a présenté hier son premier rapport sur la stratégie d'investissement du Fonds et le cadre de gestion responsable. Le Conseil invite le Fonds à se préparer à une plus grande instabilité géopolitique et indique clairement qu'il souhaite que l'accent soit davantage mis sur les objectifs financiers du Fonds et sur le rôle qu'il joue dans le financement de l'État norvégien, plutôt que sur le débat sur la gestion responsable qui a dominé l'année dernière, alimenté par les investissements du Fonds en Israël. Il estime que cette ambiguïté quant au rôle du Fonds peut contribuer à accroître le risque politique pour les investissements.

Mobilisation contre la flotte « fantôme » russe.

La ministre de la pêche et des océans Marianne Sivertsen Næss, a déclaré que « *les perturbations et manipulations délibérées constituent une menace sérieuse pour la sécurité maritime, l'environnement et la réglementation internationale* ». Les autorités norvégiennes ont recensé l'an passé 260 passages de

navires sous sanctions de l'UE et de la Norvège au large de leurs côtes. Face à cette problématique, quatorze Etats côtiers de la mer du Nord et de la Baltique demandent via une lettre ouverte, une conformité plus stricte aux conventions internationales. Cette coalition, dont font partie la Norvège et la France, appelle la communauté maritime à signaler tout navire manquant aux règles (manque d'assurance valide, données AIS falsifiées).

Validation du Storting pour l'acquisition de lance-roquettes sud-coréens pour 1,65 Mds€.

Une majorité de députés a voté, le 27 janvier, en faveur de l'acquisition de systèmes de lance-roquettes multiples K239 Chunmoo. Le Parti travailliste, le Parti conservateur et le Parti vert ont soutenu le projet. Les socialistes de gauche, les centristes et les chrétiens-populaires s'y sont opposés, faisant valoir la nécessité de se fournir chez des partenaires européens plutôt qu'asiatiques.

La Norvège renforce sa coopération avec l'UE sur l'industrie chimique.

Le Royaume a annoncé le 15 janvier rejoindre l'Alliance stratégique pour les produits chimiques critiques (CCA). Cette alliance a été créée le 28 octobre dernier à la suite de la publication d'un plan d'action pour l'industrie chimique par la Commission européenne en juillet 2025, afin de renforcer sa compétitivité et son autonomie. Plusieurs représentants d'institutions et entreprises norvégiennes, à l'instar de la fédération d'industriels *Norsk Industri* et du syndicat *Styrke*, ont participé à la première assemblée générale de l'alliance le 13 janvier.

Projet de gazoduc norvégien en mer de Barents.

Le ministre de l'énergie Terje Aasland a déclaré lors du *North Sea Summit* de Hambourg que la décision de l'Europe de cesser d'acheter du gaz russe à

partir de l'automne 2027 pourrait ouvrir la voie à la construction d'un gazoduc depuis la mer de Barents jusqu'au continent. « Cela suppose que cette décision soit commercialement viable et qu'elle relève de la responsabilité des acteurs qui découvriront les ressources », précise M. Aasland.

Reprise du projet *Empire Wind* dans la baie de New York.

Une « injonction préliminaire » rendue le 15 janvier par le tribunal fédéral du district de Columbia a permis la reprise de la construction du projet *Empire Wind*, suspendue le 22 décembre 2025. Cette décision permet une reprise des travaux, dans l'attente de l'examen sur le fond du dossier. Attribué au groupe *Equinor*, le champ éolien de 54 turbines est construit à 60%. Le projet avait déjà été mis à l'arrêt en avril 2025. Une immobilisation prolongée aurait pu signifier un arrêt définitif du projet selon *Equinor*.

Risque de prise de contrôle à distance des bus chinois à Oslo.

La régie des transports en commun d'Oslo, *Ruter*, a demandé à des experts en cybersécurité si ses bus chinois VDL et Yutong présentaient des risques. Ces experts confirment que les véhicules sont équipés de technologies qui permettent une prise de contrôle à distance. Le risque de sabotage par des acteurs malveillants est donc jugé techniquement possible, notamment dans un scénario où les bus seraient utilisés pour une opération d'évacuation de la capitale, notent les experts. *Ruter* indique avoir pris des initiatives pour mieux protéger ses véhicules.

Suède

Les banques *Handelsbanken* et *Swedbank* prévoient une croissance du PIB supérieure à 2,5% en 2026. Selon les prévisions publiées à la mi-janvier 2026, la croissance du PIB suédois devrait atteindre 2,6 % cette année selon *Swedbank* et 2,7 % selon *Handelsbanken*. Le gouvernement prévoit une croissance du PIB de 3 % en 2026.

La Banque centrale suédoise maintient ses taux directeurs inchangés. La Banque centrale suédoise (*Riksbank*) a décidé de maintenir le taux directeur inchangé à 1,75 %, son niveau depuis octobre 2025. Selon les prévisions de décembre de la *Riksbank*, ce taux devrait rester à ce niveau pendant une période prolongée.

La Suède affiche un excédent commercial de 6,7 Mds€ en 2025. En 2025, la valeur des exportations de biens a diminué de 1 % et celle des importations de 2 % par rapport à l'année précédente. La valeur des exportations s'est ainsi élevée à 2 042 Mds de SEK (193 Md€) et celle des importations à 1 968 Mds de SEK (186 Md€). Le solde commercial pour 2025 a de ce fait affiché un excédent de 74,1 Mds SEK (6,7 Mds€), soit 1,1% du PIB. L'excédent commercial était de 5,5 Mds€ en 2024.

Transposition en droit national de la directive européenne sur la cybersécurité (NIS2). La loi suédoise sur la cybersécurité, entrée en vigueur le 15 janvier 2026, transpose la directive européenne NIS2 visant le renforcement de la résilience des infrastructures critiques. Elle impose notamment des mesures de sécurité strictes, l'enregistrement obligatoire des entités publiques et privées concernées et des signalements d'incidents sous un délai maximal de 24h, dans une liste élargie de 18 secteurs considérés comme essentiels

(énergie, transport, banque, santé, eau) et importants (services postaux, gestion des déchets, chimie, alimentaire, etc.).

27 des 39 nouvelles cotations boursières nordiques ont été réalisées en Suède en 2025. Selon un rapport de PwC, la bourse de Stockholm a été la première place boursière nordique sur l'année 2025 en termes d'introductions en bourse (IPO). Le rapport souligne que la valeur des introductions a été presque cinq fois supérieure à 2024. Parmi les IPO notables, la cotation en octobre 2025 au *Nasdaq Stockholm* de *Verisure* (spécialiste des systèmes d'alarme), valorisée à 13,7Mds € lors de son introduction et à plus de 16 Mds € après son 1^{er} jour de cotation, constitue la principale IPO au *Nasdaq Stockholm* depuis 25 ans et la première de cette taille en Europe depuis septembre 2022, date de l'IPO de Porsche (9,4 Mds€).

Le gouvernement suédois soutient l'accord commercial signé entre l'UE et l'Inde. Le Premier ministre, Ulf Kristersson, a salué la conclusion de l'accord qui marque une « nouvelle ère de coopération ». Le ministre du commerce et de la coopération, Benjamin Dousa, estime qu'il bénéficiera aux 300 entreprises suédoises déjà présentes en Inde. Sur les 11 premiers mois de 2025, l'Inde était le 20^{ème} client de la Suède avec 1,8 Md€ d'export de biens.

L'épargne en fonds des Suédois a atteint 135 % du PIB fin 2025. En 2025, le montant total des flux d'épargne placés sur des fonds s'élevait à 202 Mds de SEK (18,2 Mds€) selon l'Association suédoise des fonds d'investissements, soit le deuxième afflux net le plus élevé jamais enregistré au cours d'une seule année. Au total, l'épargne suédoise placée dans des fonds atteint un niveau record de 8 859 Mds de SEK (800 Mds€), soit 135 % du PIB. Malgré les incertitudes géopolitiques et l'appréciation de la couronne suédoise par

rapport au dollar et à l'euro, la rentabilité moyenne des fonds en actions a été de 8 % en 2025 (14 % en 2024 et 10 % en 2023), contre 4 % pour les fonds mixtes (12 % en 2024 et 10 % en 2023).

Les 50 principaux dirigeants d'entreprises suédoises gagnent en moyenne 77 fois le salaire d'un ouvrier. Selon la Confédération suédoise des ouvriers (LO), les 50 dirigeants les mieux payés du pays (y compris les actions de performance) gagneraient en moyenne 77 fois le salaire moyen d'un ouvrier. Cet écart se creuse depuis plusieurs années : il était de 60 en 2019 et de 71 en 2024.

EQT acquiert le fonds d'investissement britannique Coller Capital pour 2,7 Mds€. Cette acquisition sera financée par l'émission de nouvelles actions. Elle permettra à EQT de mieux se positionner sur le marché secondaire, alors que les prévisions annoncent un doublement du marché d'ici 2030. Le fonds, qui possède actuellement 42 Md€ d'actifs sous gestion, restera géré par Jeremy Coller au sein de « Coller EQT ». La transaction devrait être finalisée au troisième trimestre de 2026, sous réserve d'approbation.

Le fonds de pension Alecta a cédé en 2025 la majorité de ses bons du Trésor américains. Le fonds suédois, qui gère en cumulé des encours d'un montant de 140 Mds€, a indiqué avoir vendu en 2025 l'essentiel de ses bons du Trésor américains (montant total des encours d'environ 100 Mds SEK), en plusieurs tranches, pour un volume d'actifs compris entre 6,6 et 7,5 Md€. Cette décision a été justifiée par l'augmentation du risque lié aux obligations d'État américaines et au dollar, en raison de l'imprévisibilité de la politique menée et de la croissance du déficit budgétaire et de la dette publique.

Volvo AB a renforcé sa position sur le marché européen en 2025. Fin 2025, *Volvo Trucks* (camions, poids lourds et engins de chantier) détenait une part de marché de 19 % pour les poids lourds, contre 17,9 % fin 2024. L'entreprise est restée, pour la deuxième année consécutive, le premier constructeur européen, devant *Traton* (Scania et MAN) et *Daimler Trucks* (Mercedes Benz).

Volvo AB obtient l'autorisation de construire une usine de production de batteries à Mariestad. Après plusieurs années de démarches et un procès en novembre 2025, en raison des objections de résidents sur les risques d'émissions d'ammoniac, d'incendies et de bruit, le tribunal de l'Environnement a accordé à l'entreprise un permis pour la construction et l'exploitation d'une usine de batteries à Korstorp Mariestad. L'usine pourrait produire jusqu'à 300 000 tonnes de batteries par an pour ses camions, bus, poids lourds et engins de construction, et employer 3 000 personnes. La prise de décision d'investissement reste toutefois incertaine, en raison de la situation fragile du secteur européen de la production de batteries. Le cas échéant, la production pourrait démarrer après 2030, selon un communiqué du groupe.

Hausse des prix de l'électricité en Suède. En janvier, les prix de l'électricité ont atteint leurs plus hauts niveaux depuis plusieurs années dans une grande partie du pays. Bixia, l'une des plus importantes sociétés suédoises de négoce d'électricité, prévoit que les tarifs pour le premier trimestre 2026 seront de 37% à 312% plus élevés dans les quatre zones de prix suédoises, par rapport à la même période l'année dernière. Cette hausse s'explique par un hiver plus froid qu'anticipé, une énergie éolienne exceptionnellement faible et une diminution des réserves d'eau dans les centrales hydroélectriques.

Indicateurs économiques des pays nordiques

Taux de croissance trimestriels (en pourcentage, par rapport au trimestre précédent) :

	2022 (moyenne annuelle)	2023 (moyenne annuelle)	2024 (moyenne annuelle)	T1 2025	T2 2025	T3 2025
Suède	1,5	-0,2	1,0	-0,1	0,8	1,1
Danemark	1,5	1,8	3,7	-1,3	1,3	2,3
Finlande	0,8	-0,9	0,4	-0,3	-0,2	-0,1
Norvège ¹	3,2	0,1	2,1	0,1	1,2	1,1
dont PIB continental	4,3	0,7	0,6	1,2	0,5	0,1
Islande	9	5,6	-0,7	3	-0,4	-0,2

Sources : [OCDE](#), [SCB](#), [SSB](#), [DST](#), [Statice](#), [Tilastokeskus](#)

¹ Pour la Norvège, le PIB retenu dans cette ligne est le PIB total (y compris hydrocarbures). La ligne suivante décrit l'évolution du PIB continental (i.e. hors hydrocarbures).

Taux d'inflation trimestriel (en glissement annuel)² :

	2022 (moyenne annuelle)	2023 (moyenne annuelle)	2024 (moyenne annuelle)	T1 2025	T2 2025	T3 2025	T4 2025
Suède*	8,4	8,6	2,8	0,9	0,4	0,9	0,5
Danemark	7,7	3,3	1,4	1,7	1,7	2,2	2
Finlande	7,1	6,2	1,6	0,6	0,4	0,4	0,0
Norvège	5,8	5,5	3,2	2,8	2,8	3,5	3
Islande	8,3	8,8	5,9	4,2	4	4	4,2

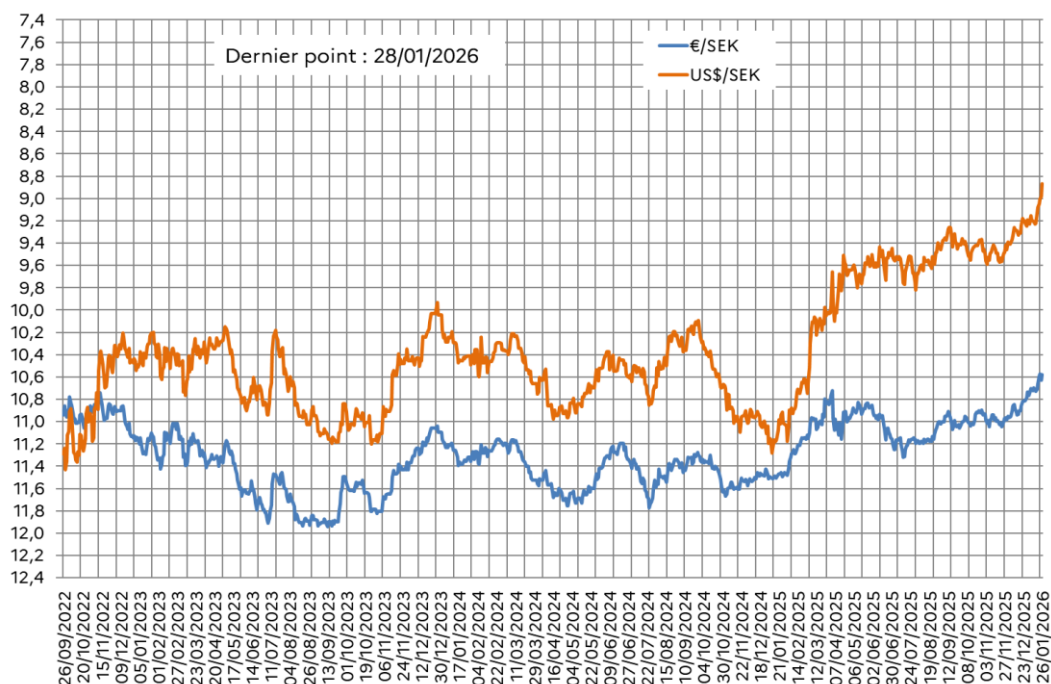
Sources : [OCDE](#)

² L'indicateur retenu est la moyenne trimestrielle des taux d'inflation mensuel (en glissement annuel) de l'IPC.

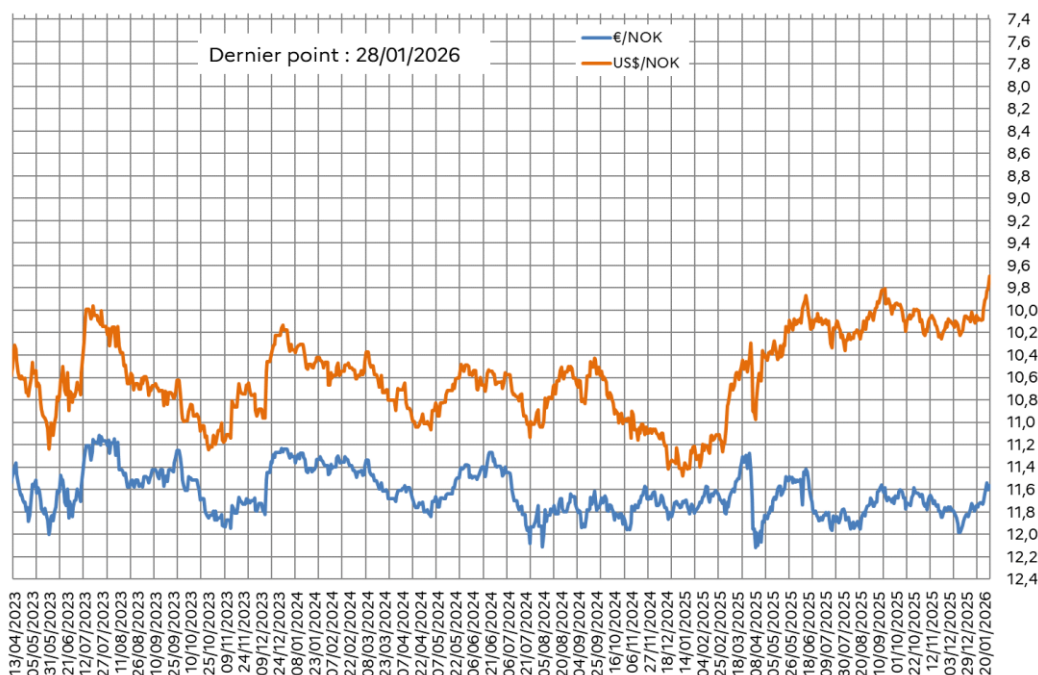
*IPC à taux variable, tenant compte des effets des taux d'intérêt sur les crédits hypothécaires.

Evolution des taux de change

Couronne suédoise



Couronne norvégienne



La direction générale du Trésor est présente dans plus de 100 pays à travers ses Services économiques.

Pour en savoir plus sur ses missions et ses implantations :

www.tresor.economie.gouv.fr/tresor-international

Responsable de la publication : Le Ministre Conseiller, Chef du Service économique régional de Stockholm « pays nordiques » O. Cuny
olivier.cuny@dgtresor.gouv.fr

Rédaction : avec les contributions des Services économiques de Copenhague (M. Garrigue-Guyonnaud, M. Valeur, V. Brigodiot), Helsinki (L. Torrebruno, O. Alapekkala, V. Masson), Oslo (F. Choblet, Y. Le Lamer Le Guitton, S. Brel), Stockholm (J. Lauer Stumm, F. Lemaître, J. Grosjean, J. Picard) et de l'ambassade de France en Islande (N. Arlin, E. Piran).

Abonnez-vous : juliette.picard@dgtresor.gouv.fr